

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 30 mai 2018

Objet n° 12 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Échevins; M. Frederic Nimal, Echevin f.f.; MM. Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; MM. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mme Cécile C.J. Jodogne, MM. Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mme Derya Alic, MM. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beauafort, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Hasan Koyuncu, Mmes Döne Sönmez, Sophie Querton, MM. Axel Bernard, Seydi Sag, Mmes Lorraine de Fierlant, Joëlle van Zuylen, M. Quentin van den Hove, Mmes Barbara Trachte, Asma Mettioui, M. Thomas Eraly, Mme Bernadette Vriamont, M. Ahmed El Maslouhi, Mme Fatiha El Khattabi, MM. Youssef Abslimou Ouadrassi, Arnaud Verstraete, Abdelkrim Ayad, Taoufik Ben Addi, Conseillers communaux; Mme Denise Malamba Kifaya, Conseiller Communal; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: M. Etienne Noel, Échevin; M. Emin Ozkara, Mmes Mahinur Ozdemir, Jamila Sanhayi, Debora Lorenzino, MM. Burim Demiri, Abdallah Kanfaoui, Conseillers communaux.

ABSENTS AU MOMENT DU VOTE: MM. Mohamed Echouel, Ahmed El Maslouhi, Youssef Abslimou Ouadrassi, Conseillers communaux.

#Objet : Coupe du monde de football 14 juin au 15 juillet 2018 : ordonnance de police relative à la transmission sur écrans géants des matchs. #

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 112, 114, 119 et 135 ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relatives aux sanctions administratives communales ;

Vu le Règlement général de Police de la Commune de Schaerbeek, notamment les articles 33 et 34
Considérant la circulaire OOP 42 bis du 25 mai 2016 du Ministère de l'Intérieur relative la diffusion de rencontres de football sur écran géant sur le territoire belge et l'organisation des événements liés au football,

Considérant que dans le cadre de la phase finale de la Coupe du monde de football 2018 se déroulant en Russie, des demandes de retransmission de match sur des écrans géants dans des lieux accessibles au public ou sur la voie publique parviendront aux autorités communales,

Considérant qu'il convient d'analyser ce type de demande au regard du niveau de menace terroriste qui sera défini par l'Ocam mais également au regard des mesures de sûreté et de sécurité adaptées pour prévenir d'éventuels incidents afin d'assurer la sécurité, la salubrité et la tranquillité publique.

Considérant que la circulaire ministérielle OOP 42 bis du 25 mai 2016 établit un lien systématique entre le niveau général de menace terroriste en vigueur sur le territoire et le niveau de menace lié au placement d'écrans géants dans l'espace public ou dans des lieux accessibles au public,

Considérant que la circulaire ministérielle OOP 42 bis du 25 mai 2016 détermine les modalités d'encadrement relative à la diffusion de rencontres de football sur écran géants dans le cadre d'une approche multidisciplinaire et rappelle les compétences légales des pouvoirs locaux en la matière,
Considérant que la Direction Générale de la police administrative de la Police fédérale a déjà émis des recommandations quant au dispositif policier qui sera mis en place pour encadrer l'organisation de rassemblements ou la diffusion de match de football pendant la durée de la Coupe du monde de football 2018,

Considérant que de telles retransmissions sur écrans géants en public pour un nombre important de personnes imposent de prendre des mesures incitant l'organisateur à prévenir les risques pour la sécurité, la salubrité et la tranquillité publique.

Arrête :

Article 1

En vue de maintenir la sécurité, la tranquillité et la propreté publique sur le territoire de la commune de Schaerbeek, il est interdit d'orienter des écrans de télévision vers la voie publique depuis des lieux privés accessibles au public pendant la durée de la Coupe du monde de football soit du 14 juin 2018 au 15 juillet 2018.

Article 2.

Les demandes de placement d'écrans géants sur la voie publique en vue de la diffusion sur l'espace public de match de football seront adressées au Bourgmestre au moins 10 jours avant l'événement. Le Bourgmestre déterminera, en concertation avec l'organisateur, le lieu le plus approprié à la diffusion des matchs en tenant compte des mesures de sécurité générale découlant de la circulaire OOP 42 bis telles que :

- *Délimitation (fermeture) claire du lieu où l'événement aura lieu afin de permettre un contrôle d'accès;*
- *Limitation du nombre d'accès et indication claire des entrées et sorties réservées aux spectateurs, et veiller à ce que toutes les issues soient constamment dégagées et contrôlées ;*
- *Vérification approfondie du périmètre avant que les lieux soient accessibles pour le public ;*
- *Interdiction d'*
- *Sensibilisation des collaborateurs de l'organisateur aux possibles points d'attention (comportement suspect, paquet abandonné,...) ;*
- *Reconnaissance visuelle des collaborateurs qui font partie de l'organisatio*
- *Communication au public des mesures prises: heures d'arrivée et de départ, interdiction d'emporter certains objets,... ;*
- *Planification de secours avec les services compétents (police, Siamu) et accords préalables et clairs avec l'organisateur pour les réactions en cas d'évacuation, d'alerte à la bombe,...*
- *Interdiction de se garer aux alentours immédiats du lieu de l'événement ;*
- *Clarification de la capacité de chaque site en fonction de sa nature et de sa localisation dont le contrôle en incombe à l'organisateur.*
- *Interdiction de l'accès aux sites avec des bouteilles en verre, des cannettes sous peine de confiscation. De même, il est interdit d'introduire, sous peine de saisie, toute arme ou autre objet dangereux, coupant, blessant, contondant, pouvant être utilisé comme arme, des objets pyrotechniques, des dispositifs amplifiant le bruit, des drapeaux de plus de 1m² de surface, ou attachés à des bâtons de plus de 1,50 m de long, des animaux.*
- *En ce qui concerne la vente d'alcool sur le site, seule de la bière faiblement titrée (5 % d'alcool maximum) est autorisée. Les boissons débitées sur place le seront dans des gobelets en plastique ou en carton. Tout contenant en verre ou en métal est interdit.*
- *La nourriture ne peut être servie que dans des contenants en carton ou en plastique (les stands éventuels devront fermer au plus tard à la fin du match).*
- *Les spectateurs seront invités à quitter au plus tard 30 minutes après la fin de la retransmission du match concerné.*

Tout spectateur se trouve sur le site à ses propres risques et périls. L'autorité administrative ne peut être tenue responsable de tout accident, dommage, vol ou dégradation, survenu dans l'enceinte du site. Pour des raisons objectives de sécurité, l'autorité de police administrative pourra interrompre ou arrêter à tout moment la retransmission du match.

Article 3

La présente ordonnance entre en vigueur le 31 mai 2018.

Article 4

Copie du présent arrêté est transmise au Chef de corps de la police locale, pour notification. Le présent arrêté sera affiché de manière visible aux abords du site, par les services communaux.

Article 5

La police zonale est chargée de faire respecter le présent arrêté.

Article 6

Les infractions constatées par les services de police feront l'objet de poursuites judiciaires, ou de sanctions administratives communales, en fonction de leur nature.

Cette amende administrative ne pourra jamais excéder la somme de 350 euros ou 175 euros, selon que le contrevenant est majeur ou mineur au moment des faits.

Article 7

Un recours en annulation et/ou en suspension contre la présente décision peut être déposé par voie de requête au Conseil d'Etat, dans un délai de 60 jours à partir de sa notification, conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973 et à l'arrêté du Régent du 23 août 1948 ou électroniquement via le site <https://eproadmin.raadvst-consetat.be>, conformément à la procédure décrite à l'article 85 bis de l'arrêté du Régent du 23/08/1948 déterminant la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 30 mai 2018.

Par le Conseil:

David Neuprez
Secrétaire Communal

Bernard Clerfayt
Bourgmestre-Président

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 30 mei 2018

Voorwerp nr 12 van de agenda

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Schepenen; H. Frederic Nimal, Schepen wnd.; HH. Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; HH. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mevr. Cécile C.J. Jodogne, HH. Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mevr. Derya Alic, HH. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Hasan Koyuncu, Mevr. Döne Sönmez, Sophie Querton, HH. Axel Bernard, Seydi Sag, Mevr. Lorraine de Fierlant, Joëlle van Zuylen, H. Quentin van den Hove, Mevr. Barbara Trachte, Asma Mettioui, H. Thomas Eraly, Mevr. Bernadette Vriamont, H. Ahmed El Maslouhi, Mevr. Fatiha El Khattabi, HH. Youssef Abslimou Ouadrassi, Arnaud Verstraete, Abdelkrim Ayad, Taoufik Ben Addi, Gemeenteraadsleden; Mevr. Denise Malamba Kifaya, Gemeenteraadslid; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: H. Etienne Noel, Schepen; H. Emin Ozkara, Mevr. Mahinur Ozdemir, Jamila Sanhayi, Debora Lorenzino, HH. Burim Demiri, Abdallah Kanfaoui, Gemeenteraadsleden.

AFWEZIG TIJDENS DE STEMMING: HH. Mohamed Echouel, Ahmed El Maslouhi, Youssef Abslimou Ouadrassi, Gemeenteraadsleden.

#Objet : Wereldkampioenschap football van 14 juni tot 15 juli 2018 : Politieordonnantie betreffende de uitzending van de matches op groot scherm. #

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid de artikelen 112, 114, 119 en 135;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op het Algemeen Politiereglement van de gemeente Schaarbeek, inzonderheid de artikelen 33 en 34;

Overwegende de omzendbrief OOP 42bis van 25 mei 2016 van het ministerie van Binnenlandse Zaken betreffende het uitzenden van voetbalwedstrijden op een groot scherm op het Belgische grondgebied en de organisatie van evenementen gelieerd aan voetbal;

Overwegende dat, in het kader van de slotfase van de Wereldbeker voetbal 2018, die in Rusland plaatsvindt, de gemeentebesturen aanvragen zullen ontvangen om wedstrijden op groot scherm uit te zenden op voor het publiek toegankelijke plaatsen of op de openbare weg;

Overwegende dat men dit soort aanvragen dient te analyseren in het licht van het niveau van de terreurdreiging dat door het OCAD bepaald zal worden, maar ook vanuit de noodzaak om aangepaste veiligheidsmaatregelen te treffen om mogelijke incidenten te voorkomen teneinde de openbare veiligheid, gezondheid en rust te waarborgen.

Overwegende dat men in de ministeriële omzendbrief OOP 42bis van 25 mei 2016 systematisch de link legt tussen het algemene terreurdreigningsniveau dat op het grondgebied van kracht is en het dreigningsniveau dat verbonden is aan de plaatsing van grote schermen in de openbare ruimte of op voor het publiek toegankelijke plaatsen;

Overwegende dat in de ministeriële omzendbrief OOP 42bis van 25 mei 2016 de omkaderende modaliteiten bepaald worden betreffende het uitzenden van voetbalwedstrijden op een groot scherm in het kader van een multidisciplinaire aanpak en dat er herinnerd wordt aan de wettelijke bevoegdheden van de lokale overheden ter zake;

Overwegende dat de Algemene Directie Bestuurlijke Politie van de Federale Politie reeds aanbevelingen gedaan heeft inzake het politiedispositief dat inplaatsgesteld zal worden om de organisatie van samenscholingen of de uitzending van voetbalwedstrijden gedurende de Wereldbeker voetbal 2018 te omkaderen;

Overwegende dat dergelijke uitzendingen op groot scherm, in de openbare ruimte en voor een groot aantal mensen, vereisen om maatregelen te treffen die de organisator ertoe aanzetten om de risico's voor de openbare veiligheid, gezondheid en rust te voorkomen;

Besluit:

Artikel 1

Met het oog op het bewaren van de openbare veiligheid, rust en netheid op het grondgebied van de gemeente Schaarbeek, is het verboden om televisieschermen naar de openbare weg te richten vanuit private plaatsen die voor het publiek toegankelijk zijn tijdens de duur van de Wereldbeker voetbal, met name van 14 juni 2018 tot en met 15 juli 2018.

Artikel 2

De aanvragen om grote schermen op de openbare weg te plaatsen voor het uitzenden van

voetbalwedstrijden in de openbare ruimte worden minstens tien dagen vóór het evenement aan de burgemeester gericht.

De burgemeester zal, in overleg met de organisator, de meest geschikte plaats bepalen voor het uitzenden van de wedstrijden, rekening houdend met de algemene veiligheidsmaatregelen die voortvloeien uit de omzendbrief OOP 42bis, zoals:

- *Duidelijke afbakening (afsluiting) van de locatie waar het evenement zal plaatsvinden, om een toegangscontrole mogelijk te maken;*
- Beperking van het aantal toegangen en duidelijke aanduiding van de in- en uitgangen die voor de toeschouwers voorzien zijn; erop toezien dat alle (nood)uitgangen permanent vrijgehouden en gecontroleerd worden;
- *Grondige verificatie van de perimeter vooraleer de plaats toegankelijk gemaakt wordt voor het publiek;*
- *Verbod om rugzakken en grote tassen mee te nemen;*
- Sensibilisering van de medewerkers van de organisator over mogelijke aandachtspunten (verdachte gedraging, achtergelaten pakket,...);
- *Visuele herkenbaarheid van de medewerkers die deel uitmaken van de organisatie (herkenbare kledij, armband,...);*
- *Communicatie over de genomen maatregelen naar het publiek toe: uren van aankomst en vertrek, verbod om bepaalde voorwerpen mee te nemen,...;*
- *Organisatie van de noodplanning met de bevoegde diensten (politie, DBDMH) en duidelijke voorafgaande afspraken met de organisator over hoe er gereageerd moet worden bij een evacuatie, een bomalarm,...;*
- *Parkeerverbod in de onmiddellijke omgeving van de plaats;*
- Verduidelijking van de capaciteit van elke site in functie van de aard en de locatie ervan, waarbij de controle toekomt aan de organisator;
- Verbod om de sites te betreden met glazen flessen en blikjes, op straffe van inbeslagneming. Het is eveneens verboden, op straffe van inbeslagneming, om de site te betreden met om het even welk wapen of een ander gevaarlijk, snijvend, kwetsend of stomp voorwerp dat als wapen gebruikt zou kunnen worden, alsook vuurwerk, geluidsversterkende apparatuur, vlaggen groter dan 1 m² of vastgemaakt aan stokken langer dan 1,50 m, dieren.
- Inzake de verkoop van alcohol op de site: enkel bier met laag alcoholgehalte is toegestaan (maximum 5% alcohol). Drank die ter plaatse verkocht wordt, wordt geschonken in plastic- of kartonnen bekertjes. Alle glazen of metalen recipiënten zijn verboden.
- Voedsel dat ter plaatse verkocht wordt, mag enkel geserveerd worden in plastic- of kartonnen recipiënten (de eventuele stands moeten ten laatste op het einde van de wedstrijd sluiten).
- De toeschouwers zullen verzocht worden om de plaats te verlaten ten laatste 30 minuten na het einde van de uitzending van de betrokken wedstrijd.

Elke toeschouwer bevindt zich op eigen risico op de site. De bestuurlijke overheid kan niet aansprakelijk gesteld worden voor gebeurlijke ongevallen, schade, diefstallen of beschadigingen binnen de afgebakende zone.

Uit objectieve veiligheidsoverwegingen kan de overheid van bestuurlijke politie de uitzending van de wedstrijd te allen tijde onderbreken of stopzetten.

Artikel 3

Huidige verordening treedt in werking op 31 mei 2018.

Artikel 4

Een kopie van huidig besluit wordt overgemaakt aan de korpschef van de lokale politie, voor officiële kennisgeving. Huidig besluit zal door de gemeentediensten op een zichtbare wijze aangeplakt worden in de onmiddellijke omgeving van de site.

Artikel 5

De zonale politie is ermee belast om huidig besluit te doen naleven.

Artikel 6

De door de politiediensten vastgestelde misdrijven zullen het voorwerp uitmaken van gerechtelijke vervolging of gemeentelijke administratieve sancties, afhankelijk van hun aard.

Deze administratieve geldboete kan nooit hoger zijn dan 350 euro of 175 euro, al naargelang de overtreder op het ogenblik van de feiten meerderjarig of minderjarig is.

Artikel 7

Een beroep tot nietigverklaring en/of schorsing tegen huidige beslissing kan neergelegd worden via een verzoekschrift bij de Raad van State, en dit binnen een termijn van 60 dagen te rekenen vanaf de kennisgeving, overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State, gecoördineerd door het koninklijk besluit van 12 januari 1973 en het Besluit van de Regent van 23 augustus 1948, of elektronisch via de site <https://eproadmin.raadvst-consetat.be>, overeenkomstig de procedure beschreven in artikel 85bis van het Besluit van de Regent van 23/08/1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 30 mei 2018.

Namens de raad :

David Neuprez
Gemeentesecretaris

Bernard Clerfayt
Burgemeester-Voorzitter